

Arrêté préfectoral complémentaire du **15 FEV. 2022**
portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière
de la SAS CHEVAL GRANULATS

Lieu-dit « Mondy » sur la commune de BOURG-DE-PÉAGE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers et de mettre en service des installations de traitement de produits minéraux naturels par la société CHEVAL FRÈRES sur la commune de BOURG-DE-PÉAGE au lieu-dit « Mondy » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 26-2017-04-13-002 du 13 avril 2017 portant changement d'exploitant de la carrière exploitée par la société CHEVAL FRÈRES au profit de la SAS CHEVAL GRANULATS sur la commune de BOURG-DE-PÉAGE ;

VU la demande du 23 septembre 2021, complétée le 4 novembre 2021, de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de la SAS CHEVAL GRANULATS sur la commune de BOURG-DE-PÉAGE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} février 2022 ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées ne sont pas substantielles ;

CONSIDÉRANT que la surface du site autorisé va être diminuée afin de ne prendre en compte que les activités d'extraction, de traitement, transit et recyclage de matériaux et déchet inertes du BTP ;

CONSIDÉRANT que l'ajout d'une installation mobile de concassage-criblage pour le recyclage de 200 kW n'est pas substantielle par rapport à la puissance déjà installée sur le site de 1 180 kW et que les prescriptions de l'arrêté sont suffisantes afin de limiter les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification de remise en état d'une parcelle d'une surface de 6 240 m² (plateforme minérale) n'impacte aucune surface agricole et n'est pas substantielle vis-à-vis de la surface du site ;

CONSIDÉRANT la mise en place d'une haie périphérique d'une longueur de l'ordre de 500 m en bordure de la RD 538, en bordure de la plateforme minérale et le long de l'accès au site ;

CONSIDÉRANT que la demande de passage d'une production maximale autorisée de 235 000 tonnes par an à 255 000 tonnes est liée à d'éventuels chantiers et qu'il n'y a pas de demande de modification ni de la surface ni du volume de matériaux extrait lors de toute la période d'autorisation de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur consulté,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 1 : « Autorisation » de l'arrêté n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 est remplacé par l'article suivant :

Article 1 : Autorisation

La S.A.S. CHEVAL GRANULATS, quartier Mondy – BP 84 – 26 302 BOURG-DE-PÉAGE, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de Bourg-de-Péage au lieu-dit « Mondy », dans les limites définies sur le plan joint en ANNEXE I au présent arrêté.

Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière de sables et graviers	Production maximale de 255 000 tonnes par an Jusqu'au 15 juillet 2034	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance des installations fixes : 1 180 kW Puissance des installations mobiles : 200 kW Puissance totale : 1 380 kW	2515.1a	Enregistrement
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Surface maximale de transit de 10 000 m ²	2517.2	Déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour l'installation classée soumise à déclaration citée au paragraphe ci-dessus.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

L'arrêté préfectoral n° 08-0960 du 29 février 2008 autorisant la société CHEVAL Frères à exploiter des installations de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Bourg-de-Péage au lieu-dit « Mondy » est abrogé.

Article 2 :

L'article 2 : « Caractéristiques de l'autorisation » de l'arrêté n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 est remplacé par l'article suivant :

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

	Parcelle n°	Section	Superficie
Installations de traitement et de transit des matériaux	132 pp	ZV	3 ha 87 a 01 ca
Carrière	133	ZV	15 ha 95 a 16 ca
	47 pp	ZV	7 ha 74 a 41 ca
Total			27 ha 56 a 58 ca

L'autorisation est accordée pour la carrière pour une durée de 20 ans à compter du 15 juillet 2014, remise en état incluse.

L'autorisation est accordée sans limitation de durée pour les installations de traitement des matériaux et les installations annexes.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et du contrat de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation à ciel ouvert de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état en partie agricole, naturelle et industrielle.

- La hauteur maximale de banc exploitable est de 21 m ;
- La cote (NGF) limite en profondeur est de 164 m NGF ;
- Les réserves estimées exploitables en début d'exploitation étaient de 4 000 000 tonnes environ ;
- la production maximale annuelle autorisée est de 255 000 tonnes.

Article 3 :

L'article 7.6.2 : « Plantations » de l'autorisation » de l'arrêté n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 est remplacé par l'article suivant :

Article 7.6.2 : Plantations

Les merlons périphériques seront végétalisés par un mélange de graminées et de légumineuses.

Par ailleurs, l'exploitant prend toute disposition pour limiter et maîtriser le développement d'essences invasives sur le site. Les mesures nécessaires à la lutte contre l'implantation et le développement de l'ambrosie sont celles de l'arrêté préfectoral n°26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019. En outre, la terre utilisée pour créer les merlons de protection phonique et visuelle doit être végétalisée.

Des plantations d'arbres seront réalisées au niveau du bassin de décantation des fines au Nord – Ouest. Des essences locales seront utilisées tout en favorisant une multi-strate (strate arborée : frêne, peuplier noir ou blanc / strate arbustive : cornouiller prunellier aubépine).

La partie Nord-Ouest de 6 240 m² destinée à l'implantation de la station de distribution de bio GNV restera à l'état minéral et des haies seront disposées sur les merlons entourant la station et le long de la route départementale 538 conformément au dossier de demande de modification des conditions de remis en état du 4 novembre 2021 et au plan en ANNEXE I du présent arrêté.

Article 4 :

L'article 8 : « Remise en état » de l'arrêté n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 est remplacé par l'article suivant :

Article 8 : Remise en état

L'objectif final est la restitution majoritairement de terrains à l'activité agricole.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera réalisée de manière coordonnée à l'exploitation et comportera les opérations suivantes :

- Un remblayage des excavations au moyen de matériaux inertes extérieurs soigneusement contrôlés conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- un talutage des fronts à une pente de 15° ;
- une remise en place des stériles de découverte et de production, puis de la terre végétale sur une épaisseur d'environ 2 mètres, en effectuant un nivellement et en conservant une pente minimale de 0 à 1° orientée vers le Sud, facilitant l'écoulement des eaux ;
- un semencement de la zone remblayée par un mélange de légumineuses et de graminées.

Au niveau du bassin de boues au Nord-Ouest, l'exploitant procédera, après le remblaiement, à une plantation d'arbres avec espèces locales (voir article 7.6.2). Une partie de ce secteur restera à l'état minéral (voir localisation en ANNEXE I).

En cas de non réalisation de cette station de distribution de bio GNV, la remise en état sera celle prévue initialement dans le dossier de demande d'autorisation.

La plateforme technique restera en l'état actuel. L'installation de traitement permettra ainsi le traitement des matériaux en provenance d'autres sites.

Article 5 :

Dans le Titre VI : « Dispositions particulières applicables aux installations annexes » de l'arrêté n° 2014196-0010 du 15 juillet 2014 les prescriptions applicables aux installations relevant des rubriques 1432 et 1435 ne sont plus applicables.

Article 6 : Délais et voies de Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 7 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de BOURG DE PEAGE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de BOURG DE PEAGE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de BOURG-DE-PÉAGE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHÔNE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **15 FEV. 2022**

La préfète,

Par intérim,

La Directrice de Cabinet

Delphine GRAIL-DUMAS

Parcelles cadastrales et secteur remis en état minéral

